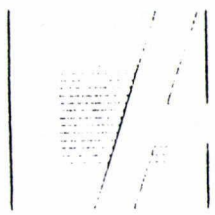



AMAT



A.U.D. - Observatoire Habitat
Juillet 1996

 AGENCE D'URBANISME
ET DE DEVELOPPEMENT
du Pays de Montbéliard

N° inventaire : 230
Cote : HAB 023

SITUATION SOCIALE DES RESIDENTS

Français	Déc-90	Déc-91	Déc-92	Déc-93	Déc-94	Déc-95
Actifs		158	158	109	125	166
Industrie		100	86	54	58	82
Travaux Publics		12	12	8	7	9
Etudiants, Lycéens		14	27	7	4	15
Stagiaires		18	24	22	42	50
Public : fonctionnaires...		8	6	15	9	7
Commerce		6	3	3	5	3
Non Actifs		100	88	89	82	88
Assedic		43	32	28	16	26
Retraités, Préretraités		25	21	18	15	14
Invalides		6	5	7	6	4
Longue maladie		1	1	2	0	1
Handicapés		2	3	2	3	3
RMIstes		18	23	31	40	33
Sans ressources		5	3	1	2	7
Total		258	246	198	207	254

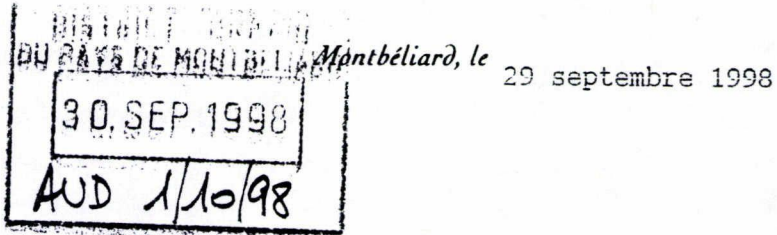
Immigrés	Déc-90	Déc-91	Déc-92	Déc-93	Déc-94	Déc-95
Actifs		339	301	297	241	230
Industrie		169	138	122	123	112
Travaux Publics		145	136	150	98	93
Etudiants, Lycéens		1	4	1	0	2
Stagiaires		4	4	6	4	7
Public : fonctionnaires...		17	13	15	11	11
Commerce		3	6	3	5	5
Non Actifs		242	245	267	271	230
Assedic		101	99	89	67	75
Retraités, Préretraités		80	80	101	115	116

A.M.A.T.

Association Montbéliardaise
d'Aide aux Travailleurs

6, rue de la Chapelle
25200 MONTBÉLIARD
C 03 81 91 34 43

Fax. 03 81 97 19 48
C.C.P. 1 188,31 C DIJON
2489
N° /AMAT



AGENCE D'URBANISME ET DE DEVELOPPEMENT
A l'attention de M. TATON
8 avenue des Alliés
BP 98407
25208 MONTBELIARD CEDEX

N/Réf : EC/EJ

Monsieur,

Comme convenu, je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le rapport d'Audit Global du F.A.S. portant sur notre Association et la réponse formulée par le Bureau en mars 1998.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes meilleures salutations.

Le Directeur,



E. CHARDON

copie DS

- 2 OCT. 1998

DOC

3611 ► Foyers A.M.A.T.
LES PAGES MONTBÉLIARD
ZOOM 25

«Une Association, 1.000 façons de vous loger.»

A.M.A.T. adhère à l'Union Nationale des Associations Gestionnaires de Foyers «UNAFO».

Fonds d'Action Sociale
209 rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

V/Réf. : 250007
V/Réf. : Affaire suivie par Direction
Audit et Contrôle

Monsieur,

Nous vous accusons réception de votre document "Audit global de l'A.M.A.T." qui a retenu toute l'attention des membres du bureau du Conseil d'Administration de l'A.M.A.T.

Conscient des problèmes soulevés par ce document, les membres du bureau avaient, bien avant cet audit, décidé l'étude et la mise au point d'une politique à moyen terme pour leur Association qui a tenu compte des remarques pertinentes de ce rapport. Ce projet sera présenté au prochain Conseil d'Administration pour discussion et adoption.

Par contre, en tout premier lieu, les membres du bureau, administrateurs de l'Association, tous bénévoles et consacrant de nombreuses heures à la bonne gestion de l'A.M.A.T., ont été particulièrement choqués par les nombreuses insinuations négatives vis-à-vis de leur travail et des nombreuses erreurs ou fausses affirmations de ce rapport. Il est malheureusement impossible d'en faire une liste exhaustive, aussi, nous n'en retiendrons ici que quelques exemples.

- Compte-tenu de la situation particulière de l'ancien Président, ignoré du reste de quelques uns, les membres du bureau avaient rencontré la SECAFI pour que soit défini une procédure idoine. Quant aux membres du bureau qui ont assisté régulièrement à l'ouverture des plis cachetés lors des soumissions, ils peuvent tous garantir et certifier la régularité de celle-ci.

- Il est mentionné, dans les subventions du F.A.S. en 1974, une somme de 331 000 F pour le loyer de Valentigney. Ceci ne concerne pas l'A.M.A.T.

- Les tarifs de l'A.M.A.T. seraient très sensiblement supérieurs au tarif dans le bassin d'emplois. Des exemples chiffrés seraient les bienvenus.

.../...

- Nos relations avec les C.C.A.S. seraient très limitées mais ils nous connaissent parfaitement pour régler leurs problèmes difficiles d'hébergement.

- Si les auditeurs avaient lu les comptes-rendus des réunions de bureau (ils ne le mentionnent pas), ils auraient vu que toutes les décisions étaient prises en bureau après toutes discussions nécessaires et vote.

- Quant aux bâtiments de Mandeuze, si des investissements importants ont été effectués quelques années avant la fermeture, ceux-ci étaient à l'époque indispensable (l'humidité pénétrait dans les chambres). Dans quel état seraient-ils maintenant ? Quant à la décision de démolition, elle a été prise en Conseil d'Administration, chacun ayant pu s'exprimer, sauf le Maire absent, et ce, après plus d'un an de discussions et recherches de solutions.

Enfin et en dernier lieu, si "l'objectif premier de l'Association est d'équilibrer les comptes", que dirait-on du cas contraire ? etc...

En conclusion et joignant par ailleurs, les conclusions de la SECAFI, pour la partie comptable, les membres du bureau demandent une entrevue au plus haut niveau responsable du F.A.S. afin de faire valoir leur point de vue complètement ignoré et bafoué dans ce rapport d'audit, tout en rappelant que certains points de celui-ci étaient exacts mais connus et en voie de règlement.

Dans cette attente,

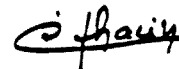
Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Secrétaire du Bureau,



P. MORIN

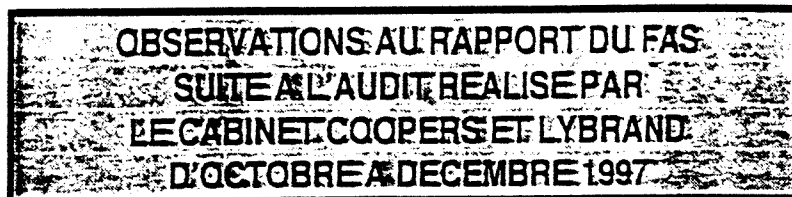
La Présidente,



I. THARIN

CHRONO
PRESIDENTE
SG

AMAT
6 rue de la Chapelle
25200 MONTBELIARD



2.1. Constat par domaine d'activité

2.1.1. Comptabilité, financier et budgétaire

2.1.1.1.2. Les points faibles

2.1.1.1.2.1. Provisions pour travaux

a/ Provision pour renouvellement d'immobilisations subventionnées

Les subventions d'investissement reçues par l'AMAT pour lui permettre de financer des immobilisations ont été considérées comme des subventions renouvelables jusqu'au 31 décembre 1993.

Devant les difficultés d'obtenir de nouvelles subventions pour le renouvellement des investissements, les membres du bureau ont requalifié les subventions acquises de subventions «non renouvelables».

Une quote part de ces subventions considérées «renouvelables» a été réintégrée au compte de résultat, conformément au plan comptable jusqu'au 31 décembre 1993, par ailleurs il a été décidé de continuer cette réintégration pour les années postérieures.

Toutefois, afin de tenir compte du caractère des subventions devenues «non renouvelables», l'AMAT a constitué une provision du montant de l'amortissement des subventions.

Cette mesure prudente permet de présenter des comptes fiables, eu égard aux risques de ne plus obtenir de nouvelles subventions pour les renouvellements futurs.

b/ Provision pour gros entretiens et grosses réparations

Les provisions pour gros entretiens et grosses réparations sont destinées à faire face ultérieurement à des travaux de réparation, d'entretien ou de remise en état.

En aucun cas, celles-ci sont destinées à financer des immobilisations.

En conséquence, il est normal que les dépenses ayant le caractère d'immobilisation n'aient pas fait l'objet d'une reprise sur provision.

c/ Provisions pour renouvellement du mobilier et matériel hôtelier

La reprise de provisions d'un montant de 73 384 F pour l'année 1996 est conforme aux instructions données dans le guide comptable des foyers de travailleurs du FAS, page 93, rappelant qu' «il convient lors de l'utilisation de la provision de créditer le compte n° 781520 reprise de provision pour renouvellement de mobilier et matériel».

La dotation de l'exercice fixée à 207 680 F est en accord avec les directives du FAS qui précisent qu'il convient d'appliquer un coefficient d'inflation à la valeur des biens.

d/ Provisions pour travaux

Ces provisions n'ont effectivement aucun caractère réglementaire.

Elles ont toutefois, un caractère de prudence. La constitution de telles provisions fait suite à une gestion rigoureuse ; elles correspondent à des charges prévisibles qui ne sauraient être supportées par le seul exercice au cours duquel elles sont engagées.

2.1.1.1.3 Gestion comptable des immobilisations / amortissements

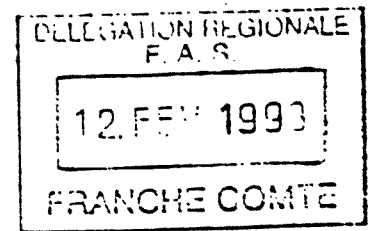
Nous prenons en compte la recommandation et traiterons le fichier immobilisations / amortissements par informatique dès 1998.

2.1.1.1.4 Procédures d'attribution des travaux

Des travaux ont effectivement été confiés à l'EURL CRRRI 2000.

Nous vous informons que Monsieur ROUDET, Président de l'association AMAT n'était pas directement intéressé dans CRRRI 2000. En effet, il ne percevait aucune rémunération dans cette société.

En conséquence, le caractère désintéressé de la gestion de l'AMAT demeure.



Fonds d'Action Sociale

Audit Global de l'association AMAT

Octobre - Décembre 1997

Sommaire

1. Préalables	3
1.1. Rappel de la demande, objet du contrôle et délimitation du champ audité	3
1.2. Méthodologie mobilisée, dates et durée de la mission et nom des auditeurs	3
1.2.1. Méthodologie	3
1.2.2. Appréciation du processus budgétaire	3
1.2.3. Évaluation de la santé financière de l'association	4
1.2.4. Appréciation de l'organisation administrative et comptable	4
1.2.5. Évaluation de la fiabilité des états financiers	4
1.2.6. Audit de la réalité de la vie associative	4
1.2.7. Audit de la réalité des actions	5
1.2.8. Date et durée de la mission	6
1.3. Fiche signalétique de l'organisme	7
2. Rapport de contrôle	8
2.1. Le constat par domaine audité	8
2.1.1. Comptable, financier et budgétaire	8
2.1.2. Analyse stratégique :	22
2.1.3. Analyse organisationnelle :	26
2.1.4. Analyse des aspects sociaux :	31
2.2. Synthèse du constat (forces / faiblesses)	33
2.3. Causes des principaux dysfonctionnements	35
2.3.1. Une équipe de direction sans axes stratégiques de développement forts	35
2.3.2. Une stratégie globalement non définie	36
2.3.3. Une politique tarifaire inadaptée	36
2.3.4. Un ancien président s'arrogeant des pouvoirs et des compétences normalement dédiés aux membres du Conseil d'administration	39
2.3.5. Des investissements coûteux réalisés en pure perte sans stratégie définie	39
2.3.6. Une vie sociale des foyers très faiblement tournée vers l'extérieur	40
2.3.7. Une absence d'accompagnement social des résidents	40
2.3.8. Un cumul du rôle d'accompagnant social avec celui de femme de ménage et de gérant	41
2.3.9. Une absence de concertation avec les services de l'État et des collectivités territoriales	41
2.3.10. Un climat social très dégradé par la mise en oeuvre d'une politique interne peu participative	43
2.4. Recommandations	44
2.4.1. Points prioritaires à mettre en oeuvre	44
2.4.2. Autres points	49
3. Annexes	52

1. PRÉALABLES

1. Préalables

1.1. Rappel de la demande, objet du contrôle et délimitation du champ audité

Il a été demandé à Coopers & Lybrand par la Délégation Audit et Contrôle du FAS de réaliser un audit global de l'association AMAT.

AMAT a pour but la création et la gestion de moyens d'accueil, d'intervention, d'hébergement, d'adaptation et d'assistance en faveur des travailleurs originaires d'Afrique du Nord, des pays francophones d'Afrique et d'une façon générale, de tous les travailleurs et leurs familles installés dans le pays de Montbéliard.

Cet audit avait notamment pour objectif de traiter les points :

- stratégie de l'association
- état financier
- politiques des ressources humaines et organisation
- politique sociale d'insertion menée vis à vis des résidents
- travaux réalisés
- réalité des actions d'insertion

1.2. Méthodologie mobilisée, dates et durée de la mission et nom des auditeurs

1.2.1. Méthodologie

L'audit global complet demandé par le F.A.S., a été réalisé selon les étapes suivantes :

1.2.2. Appréciation du processus budgétaire

- * revue de la méthode utilisée
- * suivi budgétaire en cours d'année
- * analyse et explication des écarts en fin d'année
- * précision des comptes rendus aux différents " financeurs "

1.2.3. Évaluation de la santé financière de l'association

- * niveau des fonds propres, du fonds de roulement, de la trésorerie, de l'endettement
- * niveau des résultats d'exploitation et financiers
- * analyse des résultats exceptionnels

1.2.4. Appréciation de l'organisation administrative et comptable

- * analyse des procédures administratives et comptables permettant à l'association de bien sauvegarder son patrimoine, d'éviter les pertes financières et de présenter des états financiers fiables
- * évaluation du système comptable
- * revue des systèmes de classement et d'archivage

1.2.5. Évaluation de la fiabilité des états financiers

Nous avons vérifié la fiabilité des états financiers établis au 31 décembre 1995 et 31 décembre 1996.

Notre audit n'a pas été un audit général portant sur l'ensemble des opérations de l'association. Nous avons au contraire, sélectionné les opérations les plus importantes en termes de volume et les plus spécifiques au secteur d'activité concerné.

Notamment, les points ci-après ont été analysés de manière approfondie :

- facturation des loyers et recouvrement des créances ;
- méthodologie de provisionnement des créances douteuses ;
- distinction entre charges et immobilisations à l'occasion des travaux d'entretien et de réparation sur les foyers ;
- constitution des provisions pour travaux et renouvellement de matériels.

Les autres postes du bilan ont fait l'objet d'une revue à l'occasion d'un rendez-vous que nous avons eu avec SECAFI AUDIT, commissaire aux comptes de l'Association AMAT.

1.2.6. Audit de la réalité de la vie associative

Ce point a été étudié sous différents angles. Les comptes rendus des réunions de Conseil d'Administration ont été analysés. D'autres documents ont été examinés : dossiers de presse, tableaux de présence des adhérents aux réunions de l'association, comptes rendus des activités, ...

Les entretiens avec la nouvelle Présidente de l'association ainsi que ceux réalisés avec les « correspondants » des gestionnaires ont permis d'apprécier :

- * l'implication de l'association dans le milieu associatif local,
- * le mode de participation des adhérents aux prises de décisions,

- * les moyens mis en oeuvre pour la participation au regard des statuts de l'association,
- * le mode de convocation des adhérents ou partenaires aux assemblées générales et conseils d'administration,
- * le nombre de personnes présentes aux assemblées générales et la fréquence de celles-ci,
- * la communication (interne et externe) réalisée vis à vis des partenaires et des membres de l'association,
- * la transparence de la gestion et des actions entreprises pour les adhérents de l'association,
- * ...

1.2.7. Audit de la réalité des actions

La réalité des actions a été analysée au regard des comptes rendus d'activité réalisés par l'association ou, éventuellement par des partenaires de l'association auditée.

Les entretiens réalisés au cours de l'audit ont permis :

- * de prendre connaissance des objectifs des actions réalisées au cours des trois dernières années,
- * de connaître les résultats des actions,
- * de mesurer l'écart entre les actions réalisées et les objectifs affichés,
- * de comprendre les raisons des écarts constatés (en termes d'impact sur la population visée, de budget consacré, de délais de réalisation, de moyens humains et matériels impliqués, ...)
- * d'identifier les actions correctives mises en oeuvre pour remédier aux éventuels dérives ou échecs constatés
- * ...

De manière plus spécifique nous nous sommes interrogés sur les clefs de répartition budgétaire utilisées pour la réalisation de l'accompagnement social.

Cette analyse a été effectuée au travers des entretiens réalisés et par examen des documents.

Les réponses apportées ont été confrontées aux analyses comptables et financières effectuées lors de l'audit global.

Par ailleurs nous nous sommes attachés à déterminer les raisons pour lesquelles le taux d'occupation des foyers était faible (seuls environ 600 lits sur plus de 1200 sont actuellement occupés) : l'entretien des locaux, l'accueil du personnel, la politique tarifaire, la situation géographique, les contraintes issues de certains règlements (intérieurs notamment) ... ont été notamment analysés pour apporter une explication.

Au cours de la réalisation de la mission une vingtaine de personnes ont été rencontrées pour la réalisation de différents entretiens. Certaines personnes, travaillant à l'AMAT ont été interviewées plusieurs fois.

Nom de la personne	Fonction	Organisation
<i>Mme Tharin</i>	Présidente	
<i>Mme Grillot</i>	Secrétaire Générale (Comptabilité et Finances)	AMAT
<i>M. Genevois</i>	Secrétaire Général (Technique)	AMAT
<i>M. Sydeaux</i>	Gérant (Sainte Suzanne)	AMAT
<i>M. Champagnol</i>	Gérant (intérim à Sochaux 1)	AMAT
<i>M. Tladji</i>	Gérant (Sochaux 2)	AMAT
<i>M. Beugnot</i>	Gérant (Audincourt)	AMAT
<i>M. Pitton</i>	Responsable technique	AMAT
<i>M. Grosjean</i>	Ouvrier peintre	AMAT
<i>M. Lemoine</i>	Représentant des résidents	
<i>M. Maira</i>	Résident (candidat à la représentation)	
<i>Mme Gréa / M. Deborde</i>		DDE Besançon
<i>Mme Chevalier</i>		D.A.S.S
<i>M. Taton</i>	Chargé d'études	Agence d'Urbanisme
<i>M. Robert</i>	Adjoint de Direction	SECAFI Audit (Commissaire aux comptes)
<i>M Plomb.</i>	Gestionnaire	S.A.F.C.
<i>M. Cencig</i>	Maire	Mairie de Sochaux
<i>M. Bourquin</i>	Maire	Mairie d'Audincourt
<i>M. Coizet</i>	Président C.C.A.S	Mairie d'Audincourt
<i>Adjoint de M. Tyrode</i>	Adjoint au Maire	Mairie de Mandeuve
<i>Mme Tougard</i>	Déléguée Audit et Contrôle	FAS
<i>M. M'Rad</i>	Délégué Franche-Comté	FAS

1.2.8. Date et durée de la mission

La mission a été réalisée d'octobre à mi-décembre 1997.

Les personnes en charge de la réalisation de la mission ont été :

1. Pour la conduite et la supervision de la mission : Jean-François Bergues, associé
2. Pour la partie financière et budgétaire : Yves Moutou, associé
3. Pour la partie stratégique et organisationnelle : Thierry Le Marre, ingénieur conseil

Immigrés	Déc-90	Déc-91	Déc-92	Déc-93	Déc-94	Déc-95
Invalides		27	25	27	27	24
Longue maladie		4	7	8	7	5
Handicapés		0	1	3	4	2
RMistes		27	33	37	50	35
Sans ressources		3	0	2	1	5
Total		581	546	564	512	492

Total	Déc-87	Déc-88	Déc-89	Déc-90	Déc-91	Déc-92	Déc-93	Déc-94	Déc-95
Actifs		597	815	615	497	459	406	366	396
Industrie					269	224	176	181	191
Travaux Publics					157	148	158	105	102
Etudiants, Lycéens					15	31	8	4	17
Stagiaires					22	28	28	46	57
Public : fonctionnaires...					25	19	30	20	18
Commerce					9	9	6	10	8
Non Actifs		323	316	313	342	333	356	353	350
Assedic	144	132	123	127	144	131	117	83	101
Retraités, Prêretraités					105	101	119	130	130
Invalides					33	30	34	33	28
Longue maladie	7	14	12	12	5	8	10	7	6
Handicapés					2	4	5	7	5
RMistes	0	0	0	46	45	56	68	90	68
Sans ressources	44	50	35	6	8	3	3	3	12
Total	838	920	1131	928	839	792	762	719	746

OCCUPATION DES FOYERS

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Nombre de lits moyens offerts	1978	1974	1957	1865	1704	1701	1573	1565	1551
Nombre de lits moyens occupés	1740	1800	1708	1461	1345	1218	1173	1066	875
Taux d'occupation	88%	91%	87%	78%	79%	72%	75%	68%	56%

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Nombre de lits moyens offerts	1434	1411	1407	1406	1406	1406	1244	1215	
Nombre de lits moyens occupés	880	931	1000	1104	891	826	783	762	
Taux d'occupation	61%	66%	71%	79%	63%	59%	63%	63%	

IMPAYES

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Partis sans payer	44	51	179	77	44	37	22	
Montant	58758	105011	383894	271210	130731	99000	21173	
% Chiffre d'Affaire	0,80%	1,12%	3,50%	3,00%	1,50%	1,00%	0,22%	

AIDES A LA PERSONNE

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Aide Transitoire au Logement	939733	703868	473227	393675	258882	171107	76783	
Aide Personnalisée au Logement	595937	885703	1054562	887786	1081990	1144259	1152792	
Allocation Logement						1315385	1948667	

MOUVEMENTS D'OCCUPATION

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Entrées		1801	1154	536	522	610	404	606
Sorties		1590	1358	624	569	639	344	584

PARC 1994

Foyers	Lits	Tx occupation	Construction	Nbre Bâtiments
Sochaux, Hôtel de ville	302	56,62%	1958	3
Sochaux, Sablières	100	82,00%	1978	1
Sainte-Suzanne	59	78,00%	1968	1
Audincourt, rue des Mines	538	76,00%	1967	7
Mandeure	216	0,00%	1969	1

SITUATION ETHNIQUE DES RESIDENTS

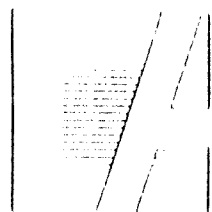
	Déc-88	Déc-89	Déc-90	Déc-91	Déc-92	Déc-93	Déc-94	Déc-95
Français	279	516	303	258	247	198	207	254
dont DOM-TOM				7	7	8	7	30
génération				23	25	32	38	23
Immigrés	641	615	624	581	545	564	512	492
dont africains			38	33	27	22	25	24
dont maghrébins			460	441	425	447	401	383
dont européens	136	124	121	101	90	93	83	81
dont autres			5	6	3	2	3	4
Total	920	1131	927	839	792	762	719	746

AGE DES RESIDENTS

Déc-94	17-25	26-35	36-45	46-55	56-65	66 et +
Français	31,4%	28,5%	20,8%	9,7%	7,2%	2,4%
Immigrés	1,8%	3,5%	12,7%	39,8%	32,6%	9,6%
Total	10,3%	10,7%	15,0%	31,2%	25,3%	7,5%

Déc-95	17-25	26-35	36-45	46-55	56-65	66 et +
Français	33,9%	27,9%	20,1%	9,8%	6,3%	2,0%
Immigrés	2,8%	3,7%	10,5%	39,7%	31,5%	11,8%
Total	13,4%	11,9%	13,8%	29,5%	22,9%	8,5%

SAFC



A.U.D. - Observatoire Habitat
Juillet 1996

Les données sont issues des fichiers d'occupation du parc de la SAFC faisant état de la situation au 1er janvier.
Ces statistiques sont à utiliser avec prudence, mais permettent d'avoir un aperçu global de la situation et de son évolution sur 4 ans.

Nationalité des titulaires de bail

	1993	1994	1995	1996
Français			7121 75,1%	7034 75,0%
Nord-Africain			1380 14,5%	1371 14,6%
Turc			459 4,8%	454 4,8%
autres nationalités			527 5,6%	525 5,6%
étrangers/pop totale			2366 24,9%	2350 25,0%

Situation sociale des titulaires de bail

	1993	1994	1995	1996
ouvrier, employé			5524 63%	5324 58%
cadre, prof. libérale, chef d'ent. fonctionnaire			131 1%	163 2%
retraité			220 2%	217 2%
situation précaire			1561 18%	1791 20%
chômeur			239 3%	631 7%
non recensé dans cat. précédentes			1070 12%	959 10%
			59 1%	66 1%
RMistes titulaires du bail			345	501

Répartition des titulaires de bail selon leurs revenus

	1993	1994	1995	1996
<2150			1100 12%	924 10%
de 2151 à 4000			972 9%	843 9%
de 4001 à 6000			2668 28%	2067 22%
de 6001 à 8000			2566 27%	2776 30%
de 8001 à 10000			945 10%	1156 12%
de 10001 à 12000			667 7%	700 7%
>12000			669 7%	318 10%

Répartition des titulaires de bail selon leur âge

	1993	1994	1995	1996
<25 ans			531 5,6%	521 5,4%
de 25 à 35 ans			2592 27,5%	2637 27,3%
de 35 à 60 ans			4323 45,8%	4457 46,1%
>60 ans			1983 21,0%	2059 21,3%

Taille et catégorie de ménages

	1993	1994	1995	1996
personne seule	2501 26,9%	2548 27,2%	2595 27,9%	2799 29,8%
2 personnes	1406 15,1%	1482 15,9%	1508 16,2%	1251 13,4%
3 personnes	1721 18,4%	1772 18,9%	1756 18,9%	2009 21,4%
4 personnes	1290 13,8%	1278 13,6%	1289 13,9%	1395 14,9%
5 personnes	780 8,4%	775 8,3%	777 8,4%	323 3,8%
6 personnes	397 4,3%	406 4,3%	389 4,2%	413 4,4%
7 personnes	282 3,0%	277 3,0%	278 3,0%	302 3,2%
8 personnes	170 1,8%	172 1,8%	174 1,9%	180 1,9%
9 personnes	83 0,9%	85 0,9%	73 0,8%	92 1,0%
10 personnes et +	72 0,8%	72 0,8%	71 0,8%	69 0,7%
non renseigné	633 6,8%	603 6,4%	676 7,0%	41 0,4%
Total	9335 100%	9370 100%	9291 100%	9384 100%
dont familles monoparentales	328 3,5%	394 4,2%	406 4,3%	419 4,4%
nombre moyen de pers/logt				

Part des bénéficiaires de l'APL

	1993		1994		1995		1996	
bénéficiaires	5018	53,8%	5138	54,8%	5076	54,6%	5289	56,4%
non bénéficiaires	4317	46,2%	4232	45,2%	4215	45,4%	4095	43,6%
TOTAL	9335	100%	9370	100%	9291	100%	9384	100%

Peuplement des logements

	1993		1994		1995		1996	
surpeuplement	2044	20,1%	2007	20,0%	1944	19,4%	2166	21,9%
sous-peuplement	4974	48,9%	4990	49,7%	4935	49,4%	4584	46,4%
occupation normale	2317	22,8%	2373	23,6%	2412	24,1%	2634	26,7%
non occupé	828	9,1%	677	6,7%	708	7,1%	488	4,9%
TOTAL	10163	100%	10047	100%	9999	100%	9872	100%

Importance des enfants

	1993		1994		1995		1996	
<10 ans	4005	34%	3673	31%	3326	28%	4029	33%
de 10 à 16 ans	3935	33%	3859	32%	3823	32%	3845	31%
>16 ans	3915	33%	4378	37%	4661	39%	4500	36%
TOTAL	11855	100%	11910	100%	11810	100%	12374	100%

enfants/pop totale

45,1%

45,6%

Part de la population au chômage

	1993		1994		1995		1996	
titulaire du bail chômeur	957	10,3%	1034	11,0%	1076	11,6%	959	10,2%
enfant chômeur	210						513	
conjoint chômeur							2925	
chômage total							4397	15,2%

Positionnement des titulaires de bail par rapport au plafond de ressources

	1993		1994		1995		1996	
<60%	4476	48%	4518	48%	4984	54%	5333	57%
de 60 à 100%	3136	34%	3180	34%	3203	34%	2824	30%
>100%	1723	18%	1672	18%	1104	12%	1227	13%
TOTAL	9335	100%	9370	100%	9291	100%	9384	100%

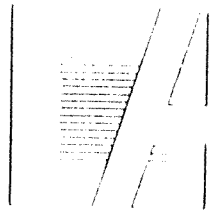
Types de logement

Nombre de logements	1993		1994		1995		1996	
logement individuel	140	1%	140	1%	191	2%	311	3%
collectif jusqu'à 20 logements	3040	30%	3043	30%	2997	30%	2902	29%
collectif de + de 20 logements	6983	69%	6864	68%	6811	68%	6653	67%
TOTAL	10163	100%	10047	100%	9999	100%	9866	100%

Taille des logements

	1993		1994		1995		1996	
T1			303	3,0%	305	3,1%	334	3,4%
T2			1511	15,2%	1538	15,5%	1585	16,1%
T3			3486	35,0%	3450	34,8%	3428	34,7%
T4			3608	36,2%	3542	35,7%	3456	35,0%
T5			323	3,3%	339	3,5%	316	3,3%
T6 et +			233	2,3%	243	2,5%	253	2,6%
TOTAL	10163	100%	9964	100%	9917	100%	9872	100%
logements occupés	9335	91,9%	9370	94,0%	9291	93,7%	9384	95,1%

SAFC



A.U.D. - Observatoire Habitat
Juillet 1996

Les données sont issues des fichiers d'occupation du parc de la SAFC faisant état de la situation au 1er janvier.

Ces statistiques sont à utiliser avec prudence, mais permettent d'avoir un aperçu global de la situation et de son évolution sur 4 ans.

Nationalité des titulaires de bail

	1993	1994	1995	1996
Français			7121	75,1%
Nord-Africain			1380	14,5%
Turc			459	4,8%
autres nationalités			527	5,6%
étrangers/pop totale			2366	24,9%
			2350	25,0%

Situation sociale des titulaires de bail

	1993	1994	1995	1996
ouvrier, employé			5524	63%
cadre, prof. libérale, chef d'ent.			131	1%
fonctionnaire			220	2%
retraité			1561	18%
situation précaire			239	3%
chômeur			1070	12%
non recensé dans cat. précédentes			59	1%
RMistes titulaires du bail			345	501

Répartition des titulaires de bail selon leurs revenus

	1993	1994	1995	1996
<2150			1100	12%
de 2151 à 4000			872	9%
de 4001 à 6000			2668	28%
de 6001 à 8000			2566	27%
de 8001 à 10000			945	10%
de 10001 à 12000			667	7%
>12000			669	7%
			924	10%
			843	9%
			2067	22%
			2776	30%
			1156	12%
			700	7%
			918	10%

Répartition des titulaires de bail selon leur âge

	1993	1994	1995	1996
<25 ans			531	5,6%
de 25 à 35 ans			2592	27,5%
de 35 à 60 ans			4323	45,8%
>60 ans			1983	21,0%
			521	5,4%
			2637	27,3%
			4457	46,1%
			2059	21,3%

Taille et catégorie de ménages

	1993	1994	1995	1996
personne seule	2501	2548	2595	2799
2 personnes	1406	1482	1508	1261
3 personnes	1721	1772	1756	2009
4 personnes	1290	1278	1289	1395
5 personnes	780	775	777	823
6 personnes	397	406	389	413
7 personnes	282	277	278	302
8 personnes	170	172	174	180
9 personnes	83	85	78	92
10 personnes et +	72	72	71	69
non renseigné	633	503	376	41
total	9335	9370	9291	9384
dont familles monoparentales	828	894	1006	1019
nombre moyen de pers/logt	26,8%	27,2%	27,9%	29,8%
	15,1%	15,8%	16,2%	13,4%
	18,4%	18,9%	18,9%	21,4%
	13,8%	13,6%	13,9%	14,9%
	8,4%	8,3%	8,4%	8,8%
	4,3%	4,3%	4,2%	4,4%
	3,0%	3,0%	3,0%	3,2%
	1,8%	1,8%	1,9%	1,9%
	0,9%	0,9%	0,8%	1,0%
	0,8%	0,8%	0,8%	0,7%
	6,8%	5,4%	4,0%	0,4%
	8,9%	9,5%	10,8%	10,9%
				3,1

Part des bénéficiaires de l'APL

	1993		1994		1995		1996	
bénéficiaires	5018	53,8%	5138	54,8%	5076	54,6%	5289	56,4%
non bénéficiaires	4317	46,2%	4232	45,2%	4215	45,4%	4095	43,6%
TOTAL	9335	100%	9370	100%	9291	100%	9384	100%

Peuplement des logements

	1993		1994		1995		1996	
surpeuplement	2044	20,1%	2007	20,0%	1944	19,4%	2166	21,9%
sous-peuplement	4974	48,9%	4990	49,7%	4935	49,4%	4584	46,4%
occupation normale	2317	22,8%	2373	23,6%	2412	24,1%	2634	26,7%
non occupé	828	8,1%	677	6,7%	708	7,1%	488	4,9%
TOTAL	10163	100%	10047	100%	9999	100%	9872	100%

Importance des enfants

	1993		1994		1995		1996	
<10 ans	4005	34%	3673	31%	3326	28%	4029	33%
de 10 à 16 ans	3935	33%	3859	32%	3823	32%	3845	31%
>16 ans	3915	33%	4378	37%	4661	39%	4500	36%
TOTAL	11855	100%	11910	100%	11810	100%	12374	100%

enfants/pop totale					45,1%		45,6%
--------------------	--	--	--	--	-------	--	-------

Part de la population au chômage

	1993		1994		1995		1996	
titulaire du bail chômeur	957	10,3%	1034	11,0%	1076	11,6%	959	10,2%
enfant chômeur	210						513	
conjoint chômeur							2925	
chômage total							4397	16,2%

Positionnement des titulaires de bail par rapport au plafond de ressources

	1993		1994		1995		1996	
<60%	4476	48%	4518	48%	4984	54%	5333	57%
de 60 à 100%	3136	34%	3180	34%	3203	34%	2824	30%
>100%	1723	18%	1672	18%	1104	12%	1227	13%
TOTAL	9335	100%	9370	100%	9291	100%	9384	100%

Types de logement

Nombre de logements	1993		1994		1995		1996	
logement individuel	140	1%	140	1%	191	2%	311	3%
collectif jusqu'à 20 logements	3040	30%	3043	30%	2997	30%	2902	29%
collectif de + de 20 logements	6983	69%	6864	68%	6811	68%	6653	67%
TOTAL	10163	100%	10047	100%	9999	100%	9866	100%

Taille des logements

	1993		1994		1995		1996	
T1			303	3,0%	305	3,1%	334	3,4%
T2			1511	15,2%	1538	15,5%	1585	16,1%
T3			3486	35,0%	3450	34,8%	3428	34,7%
T4			3608	36,2%	3542	35,7%	3456	35,0%
T5			823	8,3%	839	8,5%	816	8,3%
T6 et +			233	2,3%	243	2,5%	253	2,6%
TOTAL	10163	100%	9964	100%	9917	100%	9872	100%
logements occupés	9335	91,9%	9370	94,0%	9291	93,7%	9384	95,1%